

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

ACCORD DU 5 JANVIER 2012  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS POUR L'ANNÉE 2012  
(LORRAINE)  
NOR : ASET1250263M  
IDCC : 1702

Entre :  
La FRTP Lorraine ;  
La fédération Est des SCOP du BTP,  
D'une part, et  
L'UR CGT-FO Lorraine ;  
L'UR CFE-CGC Lorraine ;  
L'URCB CFDT ;  
La CFTC BATIMAT-TP Lorraine,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du titre VIII, chapitre VIII.1, de la convention collective nationale des travaux publics du 15 décembre 1992 (étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993), concernant les ouvriers employés par les entreprises de travaux publics, les parties signataires du présent accord fixent le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers des travaux publics de la région Lorraine comme suit :

1. Indemnité de repas : 9,05 € quelle que soit la zone.
2. Indemnités de trajet et de transport :

*(En euros.)*

ZONE	TRAJET	TRANSPORT
1 (0 à 10 km)	1,27	1,97
2 (10 à 20 km)	2,58	4,07
3 (20 à 30 km)	3,83	6,56
4 (30 à 40 km)	5,15	9,89

ZONE	TRAJET	TRANSPORT
5 (40 à 50 km)	6,47	11,53

## **Article 2**

La somme globale de ces indemnités ne saurait se cumuler avec une ou plusieurs indemnités ou primes ayant le même objet et existant déjà par accord de spécialités ou d'entreprises.

Cette somme globale s'y substituera toutefois, *ipso facto*, dès qu'elle conduira à une valeur supérieure.

## **Article 3**

Les apprentis sous contrat, travaillant sur chantiers, bénéficieront de ces indemnités.

## **Article 4**

Conformément à la législation en vigueur, l'accord sera déposé auprès des services centraux du travail, direction générale du travail (dépôt des accords collectifs) 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, ainsi qu'au greffe du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion.

## **Article 5**

Cet accord entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2012 et sera valable jusqu'au 31 décembre 2012.

## **Article 6**

La demande d'extension de cet accord, avec demande de son application la plus rapide, sera déposée auprès des services centraux du travail, direction générale du travail (dépôt des accords collectifs) 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Fait à Metz, le 5 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)